



HAL
open science

Pouvoir

Frédéric Gros

► **To cite this version:**

| Frédéric Gros. Pouvoir. Passions sociales, 2019. hal-03896368

HAL Id: hal-03896368

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03896368>

Submitted on 13 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pouvoir

Frédéric Gros, Sciences Po, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), CNRS, Paris, France

In: Gloria Origgi, *Passions sociales*, Paris : PUF, 2019, 664 p.

Le pouvoir peut s'entendre en deux sens. D'abord comme pure capacité (naturelle ou sociale) rapportée ou reconnue à un sujet (pouvoir *de*). Ce noyau de sens conduit à une analyse des facultés humaines (pouvoirs perceptifs, imaginatifs, cognitifs, mais aussi moteurs, etc.) ou des statuts sociaux avec leurs capacités de décision différenciées. Quand il s'agit de décrire le pouvoir « *sur* », il désigne alors une capacité à produire des effets (puissance), à imposer sa volonté à un autre (commandement), à modifier les comportements des individus (influence), à faire valoir des règles pour des sujets (gouvernement). Ces deux noyaux de sens ne sont pourtant ni irréductibles ni inconciliables : par exemple, en suivant Hobbes, on peut vouloir démontrer que le pouvoir politique naît du transfert des capacités de chacun (sens 1) en une instance séparée, le souverain. Ce dernier, en vertu de la concentration de puissance formée par ces dépôts, se trouve en mesure d'imposer des lois uniques et publiques à ses sujets (sens 2). La réflexion qui prend en compte le « pouvoir sur » se divise classiquement entre une approche substantialiste et une approche relationnelle. La première tente de repérer, de désigner, de hiérarchiser, d'élire les instances qui véritablement seraient dominantes (la Religion, l'État, l'Argent, les Médias, le Masculin, le Sexe ?) et de décrire les mécanismes concrets depuis lesquels elles font valoir leurs décisions dans les autres domaines. Dans cette perspective, une analyse sociologique récurrente (Bourdieu) consistera à décrire, à propos de la classe qui « a » le pouvoir, les effets de cumulation de son capital économique, politique, relationnel et culturel, au point où les effets de domination sur les « sans-pouvoir » – s'incarnant dans des modes de vie et des mentalités, relayés par les institutions économiques, sociales et publiques – deviennent peu résistibles et ont mécaniquement tendance à se reproduire et se perpétuer.

2L'approche relationnelle refuse de son côté de faire du pouvoir un « bien » qu'on possède ou pas, divisant le champ social entre dominants et dominés le long d'une asymétrie structurante. Elle considère qu'il y a *du* pouvoir à partir du moment où un individu adopte un comportement non spontané. Le pouvoir est dès lors conçu comme ce qui circule entre les individus, une modalité de leur interaction selon des logiques toujours réversibles (Foucault : le pouvoir, c'est « agir sur les possibilités d'action d'autres individus », « structurer le champ d'action éventuel des autres », « conduire la conduite des autres »). Cette analyse se développe en proposant une étude des techniques historiquement constituées par

lesquelles on obtient telle ou telle modification d'attitude ou encore l'examen des stratégies par lesquelles les sujets résistent à ces emprises. On n'examine donc plus des instances mais des relations. Traditionnellement, le partage va se faire entre trois grands types de relations de pouvoir : la *contrainte* ; la *persuasion* ; l'*autorité*. Le pouvoir politique, selon les interprétations, pourra être rangé dans l'une ou l'autre de ces trois grandes propositions. Weber caractérise l'État par la violence et les rapports de force lorsqu'il écrit qu'il « revendique avec succès, dans l'application des règlements, le monopole de la violence physique légitime » ; le contrat social et le consentement des sujets ; la puissance symbolique. Il convient maintenant de déployer l'éventail de chacun de ces concepts en s'attachant surtout à ne pas les figer dans des représentations caricaturales.

3 Par *contrainte*, il faut entendre un rapport de forces en général, qui va de la menace physique au chantage psychologique, en passant même par les déterminations inconscientes. Il s'agit à chaque fois de renvoyer à une obéissance du sujet produite par des pressions, extérieures ou intérieures, qui échappent à son contrôle et représentent pour lui une défaite de sa liberté, un forçage de sa volonté propre. Le pouvoir désigne alors un rapport de forces déséquilibré qui détermine des positions asymétriques. Par *persuasion*, on désigne au contraire une obéissance consentie du sujet qui accepte des propositions d'action parce qu'on aura su lui faire sentir son avantage, son utilité, son bénéfice. Là encore, ce concept peut recevoir des acceptions très différentes selon les modalités persuasives. On peut penser d'abord à la négociation : celui qui me convainc argumente, il sollicite de ma part un calcul d'utilité, un choix rationnel, l'acceptation raisonnable d'un compromis. Certes, il se peut qu'il fasse briller des avantages illusoire, qu'il use d'une rhétorique mensongère et manipulatrice, il demeure que le moteur de mon obéissance demeure, même abusée, la raison. Un deuxième volet de ce pouvoir consiste dans l'adhésion rationnelle à un projet commun : la capacité d'un collectif, sur fond d'égalité parfaite de ses membres, à décider, par le débat, de son destin, à construire par un effort de persuasion mutuelle des règles de vivre-ensemble. Le pouvoir alors ne relève plus d'une stratégie d'influence entre des individus, il renvoie aux dynamiques d'auto-organisation des collectifs, d'auto-institution des communautés au moyen de la concertation (Arendt : « le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir de façon concertée » ; 2012). Après la contrainte et la persuasion, un troisième foyer de sens articule une forme de pouvoir qui n'use ni de violence physique ni

de persuasion rationnelle : l'*autorité*. Un pouvoir d'autorité s'effondre dès qu'il se voit obligé soit d'en venir à la contrainte, soit de mettre en discussion son bien-fondé – ce qui ne signifie certes pas que l'autorité soit injustifiable, mais cette justification ne peut pas faire l'objet d'un débat qui la mettrait sur un plan d'égalité avec les discutants. L'autorité, par définition, n'est pas négociable. Si elle peut à ce point s'imposer sans violence ni débat, c'est que son fondement et sa supériorité sont d'emblée reconnus par le sujet qui s'y plie. À partir de ces prémisses, la pensée politique se déploie au moins dans deux directions. La première consiste à repérer de grands contenus, finissant toujours par prendre la forme de la trinité suivante : l'Origine, le Savoir et la Loi (toujours situés dans une transcendance constituée), laquelle trinité provoque la description, selon des variations historiques et géographiques, des figures classiques de l'autorité (le père, l'ancien, le prêtre, le sage, l'expert...) et explique le prestige culturel des proto-législateurs inspirés (Moïse, Solon, etc.) en tant qu'ils enracent en un seul personnage mythique les trois dimensions. La seconde direction consiste à examiner les dispositions subjectives qui nourrissent la subordination, pour autant qu'elles ne sont pas rationnelles. Alors nécessairement, les analyses vont osciller de la verticalité mystique à l'horizontalité conformiste. On trouve, à un extrême, des structures d'allégeance fervente : vénération pour un pouvoir qui prétend concentrer en lui les forces du sacré (théologico-politique) ou fascination immédiate pour l'individu charismatique (Weber). À mi-chemin, Freud explore les principes d'une intériorisation de la figure du Père sous la forme d'une instance inconsciente tout à la fois prestigieuse (Idéal du moi) et tyrannique (Surmoi), expliquant l'ambivalence structurelle du rapport à l'autorité (adoration et terreur). Enfin, l'autre extrémité de l'éventail fait apparaître les formes passives de l'assujettissement : respect de la coutume, inertie de l'habitude, confort de la dé-responsabilité – décrit comme « état agentique » par le psychologue Stanley Milgram – ou conformisme. On doit distinguer deux styles irréductibles de conformisme. Le conformisme des sociétés traditionnelles fait signe vers ce que Weber appelle « l'autorité de l'éternel hier [...] celle des coutumes sanctifiées par leur validité immémoriale et par l'habitude enracinée en l'homme de les respecter » (2003). Le conformisme des sociétés industrielles modernes désignera plutôt la production de comportements de masse, la normalisation par la discipline. Foucault décrit ainsi le passage d'un pouvoir de souveraineté – fonctionnant à la loi – à un pouvoir disciplinaire – diffusant des normes. Le pouvoir de souveraineté impose par la loi des partages entre ce qui est permis et ce qui est défendu et des identités statutaires. Il procède de

manière discontinue par des extractions ponctuelles – prélèvements de biens ou de corps – et des expressions spectaculaires et symboliques, comme les cérémonies. Il « fait mourir et laisse vivre ». Le pouvoir disciplinaire fait intérioriser des normes de comportement au travers d'institutions pré-politiques – telles que l'école, la caserne ou l'usine – au moyen d'un mécanisme continu de surveillance et de micro-sanctions, où se mêlent indistinctement le soin et la correction. Ces normes sont relayées par des savoirs – notamment les sciences humaines – qui les inscrivent dans un discours de vérité censé décrire scientifiquement l'homme « normal ».

4 On voit que le pouvoir d'autorité entraîne irrésistiblement l'analyse du côté de l'examen des dispositions subjectives. Cette considération permet de poser la question des passions du pouvoir. Si le pouvoir, comme l'écrivait Voltaire cité par Hannah Arendt, « c'est la possibilité de faire faire à d'autres ce qui me plaît », on comprend que cette emprise fasse l'objet d'une passion, soit un motif de jouissance ou le contenu d'une pulsion (comme le dit Freud lorsqu'il parle de « pulsion d'emprise »). Mais on va sans doute trop vite dans le pessimisme anthropologique en faisant de l'appétit de pouvoir (*libido dominandi*) et du désir d'être chef une caractéristique humaine universelle ou même un vice unanimement partagé. Hobbes écrit : « je mets au premier rang, à titre d'inclination générale de toute l'humanité, un désir perpétuel et sans trêve d'acquérir pouvoir après pouvoir, désir qui ne cesse qu'à la mort » (*Léviathan*, chap. 11). Machiavel montre bien qu'ils sont plutôt l'apanage des « grands » : « la fin que poursuit le peuple est plus honnête que celle des grands, car ceux-ci veulent écraser et celui-là ne pas être écrasé » (2014), en perpétuelle rivalité mutuelle et aspirant à prendre la place d'un autre dès qu'elle est plus élevée que la leur, quand le peuple lui désire surtout n'être pas trop opprimé. La pointe extrême des litanies sur la passion du pouvoir sera le portrait des tyrans atroces chez Platon (*Gorgias*) ou des empereurs sanguinaires chez Tacite dans les *Histoires*. C'est à ce point pourtant que l'analyse s'inverse, comme on le voit dans le *Discours sur la servitude volontaire* de La Boétie. Le tableau du tyran persécutant tout un peuple, du despote écrasant la masse de ses sujets fait éclater une monstruosité arithmétique qui oblige au retournement de sens de la passion du pouvoir, généralement occulté par la pensée politique : « je voudrais seulement comprendre comment il se peut que tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations supportent quelquefois un tyran seul qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent » (La Boétie, 2016). On ne peut en

effet se contenter d'invoquer la complicité passive et résignée des plus nombreux à leur propre asservissement. Il entre dans cette servitude une ferveur amoureuse se nourrissant de l'identification imaginaire au chef adulé, permettant de jouir par procuration de son existence lumineuse. Mais le zèle peut témoigner aussi du désir fou d'être préféré. On obéit pour être aimé, ou par peur panique de ne pas l'être, et la docilité devient enthousiaste quand elle trouve son accomplissement dans la reconnaissance du maître. La passion du pouvoir doit donc finalement être définie dans l'ambiguïté indépassable de ses deux significations : ambition dévorante et fervente obéissance : « ce vice horrible, de voir un million d'hommes, non seulement obéir, mais servir » (*ibid.*). Elle dépasse cette ambivalence quand elle parvient à se sublimer dans l'exigence et le travail éthiques d'une maîtrise sur soi, cette domination de soi dont le secret selon le modèle grec – dans le livre X de la *République* de Platon ou dans le livre III des *Politiques* d'Aristote – est d'instaurer un principe de réversibilité du commandement et de l'obéissance : j'obéis en tant que je sais commander, je commande en tant que je sais obéir. Ou plutôt même : je n'obéis que *de mon propre chef*, parce que je me commande à moi-même d'obéir. Alors les deux grands domaines de sens distingués au début (pouvoir « de » et pouvoir « sur ») se nouent, non pas comme chez Hobbes dans une construction de l'État souverain, mais dans le travail éthique du gouvernement de soi comme structuration indépassable du sujet politique.

Arendt H., « Sur la violence », trad. fr. G. Durand, repris et revu dans P. Raynaud (éd.), *L'Humaine Condition*, Paris, Gallimard, « Quarto », 2012. – Foucault M., *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1975. – la Boétie É. de, *Le Discours sur la servitude volontaire*, éd. M. Abensour et al., Paris, Payot, 2016. – Machiavel N., *Le Prince*, trad. fr. J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini, Paris, Puf, 2014. – Weber M., *Le Savant et le politique*, trad. fr. C. Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003.